

Table analytique

Les chiffres renvoient aux paragraphes

Introduction

La notion de dirigeant de société

Les dirigeants concernés	2
Les sociétés concernées	4

La place du dirigeant dans la société

La société anonyme à conseil d'administration	6
La société anonyme avec directoire	10
La société par actions simplifiée	12
La société par actions simplifiée unipersonnelle	13
La société à responsabilité limitée	14
L'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée	17
Les nouvelles tendances	18

Présentation générale du statut du dirigeant

La situation juridique : l'absence de réglementation homogène	
Les fondements du statut	21
Les caractéristiques du statut	24
L'opposabilité du statut : l'information des tiers	
Les formalités de publicité	37
Les conséquences du défaut de réalisation des formalités	47

La situation fiscale : la diversité des statuts

La fiscalité de la rémunération des dirigeants de société	52
La fiscalité des mécanismes de participation au capital	55
Les dirigeants et l'impôt de solidarité sur la fortune	56

La situation sociale : une classification dualiste

Distinction traditionnelle entre dirigeants salariés et non salariés	57
Les administrateurs et membres du conseil de surveillance	
Administrateurs	62
Membres du conseil de surveillance	63
Le président du conseil de surveillance	64
Assurance chômage	65
Cumul mandat et contrat	66

Statut juridique

1. L'accès aux fonctions

Les conditions générales d'accès aux fonctions

Les limitations tenant à la capacité	
La capacité professionnelle	204
La capacité juridique	207
La nationalité	212
Les interdictions résultant de condamnations	
Le code pénal	223
La loi de sauvegarde des entreprises	225
Les incompatibilités résultant de l'exercice d'une autre activité	
Les incompatibilités résultant de l'exercice d'activités professionnelles	228
Les incompatibilités résultant de l'exercice de fonctions électives ou publiques	233
Les incompatibilités fondées sur l'indépendance des fonctions de nature différente dans la société	235

La nomination des administrateurs et des membres du conseil de surveillance

La composition du conseil d'administration et du conseil de surveillance	
Le principe général	240
Cas particulier des fusions de sociétés	241
Cas particulier de la révocation du président	242
Les conditions particulières d'accès aux fonctions	
Les conditions obligatoires prévues par la loi	244
Les conditions facultatives prévues par les statuts	252
Les modalités de nomination	
La nomination lors de la constitution de la société	260
La nomination au cours de la vie sociale	262
La nomination du président	274
Les irrégularités de nomination	275

La durée d'exercice des fonctions	
La durée des fonctions	278
La computation du délai	282
Le représentant permanent d'une personne morale	
La désignation	285
La situation personnelle du représentant permanent	290
Le rôle du représentant permanent	291
La double responsabilité : personne morale et représentant permanent ..	292
Les administrateurs représentant les salariés	
Les administrateurs salariés non actionnaires	295
Les administrateurs salariés actionnaires	297

La nomination des organes de direction dans la société anonyme à conseil d'administration

Le président du conseil d'administration	
La fonction	305
Les conditions particulières d'accès aux fonctions	306
Les modalités de nomination	313
La durée des fonctions	314
Le renouvellement des fonctions	315
Le directeur général	
La fonction	316
Les conditions particulières d'accès aux fonctions	317
Les modalités de nomination	323
La durée des fonctions	324
Le P-DG	
Les conditions particulières d'accès	325
Les modalités de nomination	326
La durée des fonctions	327
Le directeur général délégué	
La fonction	328
Les conditions particulières d'accès aux fonctions	331
Les modalités de nomination	335
La durée des fonctions	336
L'administrateur délégué	
Les conditions de nomination	339
La durée des fonctions	340
Le président d'honneur, le vice-président	341

La nomination de l'organe de direction dans la société anonyme à directoire

La composition du directoire	
Le directoire, organe collégial	343
Le directeur général unique	345
Les conditions particulières d'accès aux fonctions	346

Les modalités de nomination	
La nomination des membres du directoire	347
La nomination du président du directoire et des directeurs généraux	350
La durée d'exercice des fonctions	
Durée du mandat	352
La computation du délai	355
Le renouvellement	356
<i>La nomination des organes de direction dans les SAS</i>	
L'organisation de la direction de la SAS	357
Les conditions particulières d'accès aux fonctions	
Personne physique ou personne morale	360
Nationalité	362
Limite d'âge	363
Limitation du nombre des mandats	364
Les modalités de nomination	365
La durée des fonctions	366
<i>La nomination de l'organe de direction dans la SARL</i>	
La composition de la gérance	368
Les conditions particulières d'accès aux fonctions	
La condition impérative prévue par la loi	370
Les conditions facultatives prévues par les statuts	371
Les modalités de nomination	
La SARL pluripersonnelle	372
L'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée	376
La durée des fonctions	377
<i>2. Le cumul des fonctions de dirigeant avec un contrat de travail</i>	
<i>L'intérêt pratique du cumul</i>	
L'intérêt du cumul dans les rapports avec la société	
L'indépendance des statuts	404
La vie parallèle de deux statuts	406
L'intérêt du cumul à l'égard de l'assurance chômage	409
Autres aspects du cumul	412
<i>Les conditions du cumul prévues par le droit des sociétés</i>	
L'autorisation du cumul	
Les administrateurs titulaires d'un contrat de travail avant leur nomination	415

	§§
Le P-DG ou le président du conseil d'administration	425
Les membres du directoire	426
Les membres du conseil de surveillance	427
L'interdiction du cumul : les administrateurs en fonction	431
L'absence de réglementation légale	
Le gérant de SARL	434
Le directeur général et les directeurs généraux délégués	435
Les dirigeants de SAS	436
 Les conditions du cumul et le droit du travail	
L'analyse des règles	
L'exercice effectif d'une activité professionnelle spécifique	441
Le lien de subordination	442
L'application des règles	
Les modalités d'exercice des fonctions	453
L'ampleur des pouvoirs	459
La participation au capital	461
La suspension automatique du contrat de travail	
Le principe	462
Les exceptions	463
Les obligations des parties au contrat de travail	464
La fin de la suspension	465
Le calcul de l'indemnité de licenciement	466
Le contrat de travail dans les groupes	
Le cumul d'un contrat de travail dans une société et d'un mandat social dans une autre	467
L'exercice d'un mandat social au travers d'un contrat de travail	469
 Les mesures préventives pour bénéficiaire du statut de salarié	
La définition de l'emploi salarié	
Le contrat de travail	475
La rémunération	478
La définition des fonctions sociales	
La limitation des pouvoirs	479
La rémunération	480
L'appréciation de la situation : le « rescrit social »	481

3. Les pouvoirs

Les pouvoirs du dirigeant au sein de la société

La société anonyme

Les pouvoirs des différents organes sociaux	503
Les pouvoirs individuels des dirigeants membres d'un organe collégial ...	525
Les pouvoirs individuels des membres du directoire	534
Les pouvoirs individuels des membres du conseil de surveillance	535

La société par actions simplifiée	
La répartition légale des pouvoirs	537
La répartition des pouvoirs dans les statuts	539
Le président, les directeurs généraux et directeurs généraux délégués	540
Les autres dirigeants	541
La société à responsabilité limitée	
La répartition légale des pouvoirs	543
La répartition des pouvoirs dans les statuts	543
Les pouvoirs du dirigeant à l'égard des tiers	
Les dirigeants ayant le pouvoir de contracter avec les tiers	
La société anonyme à conseil d'administration	548
La société anonyme à directoire	553
La SAS	555
La société à responsabilité limitée	557
L'étendue du pouvoir de contracter avec les tiers	
Le principe général : la plénitude des pouvoirs	563
Les restrictions de pouvoirs prévues par la loi	569
Les délégations de pouvoirs	
Les conditions de validité	
Conditions générales	596
Délégations particulières	598
La durée de la délégation	599
Les effets des délégations	
Délégation irrégulière - Actes dépassant la délégation	601
Délégation régulière	602
Subdélégation de pouvoirs	603
4. Les conventions conclues entre la société et ses dirigeants	
Les différentes catégories de conventions	
Les conventions interdites	
La nature des opérations interdites	633
La portée de l'interdiction	636
Les personnes concernées	637
Les sanctions	638
La responsabilité du dirigeant	641
Les conventions libres	
La notion d'opérations courantes	643
La notion de conditions normales	645
L'obligation de communication	646
Les conventions réglementées	
La notion de convention réglementée	648
Les opérations soumises à une procédure spéciale	650

Les personnes concernées	
Les dirigeants personnellement concernés	652
Les personnes liées au dirigeant	657
Les entreprises ayant des dirigeants communs	661
Les opérations financières avec des personnes morales associées	663

La procédure applicable aux conventions réglementées

La société anonyme	
L'intervention du conseil	666
L'intervention de l'assemblée générale	677
La société par actions simplifiée	680
La société par actions simplifiée unipersonnelle	681
La société à responsabilité limitée	
La procédure préalable à l'assemblée générale	683
L'intervention de l'assemblée générale	685
L'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée	687

Les effets des conventions

Les effets en cas de respect de la procédure	
La société anonyme	690
La société par actions simplifiée et la société à responsabilité limitée ..	693
Les effets en cas de non-respect de la procédure	
La société anonyme	694
La société par actions simplifiée et la société à responsabilité limitée	708
Principes communs : la responsabilité personnelle du dirigeant	709

5. La rémunération

La rémunération des fonctions d'administration ou de surveillance

Les jetons de présence	
La nature de la rémunération	733
Les modalités d'attribution	735
Les sanctions d'une attribution irrégulière	741
Les rémunérations pour missions et mandats	
Le principe général	743
La rémunération du président du conseil d'administration	745
La rémunération du président et du vice-président du conseil de surveillance	746

La rémunération des fonctions de direction

La société anonyme à conseil d'administration	
La compétence du conseil d'administration	750
Le mode de rémunération	752
La preuve de la décision	753
La rémunération et la notion de convention	754
La société anonyme à directoire	
La compétence du conseil de surveillance	757
Le mode de rémunération	758
La rémunération et la notion de convention	759
La société par actions simplifiée : les dirigeants	760
La société à responsabilité limitée : le gérant	
Les modalités d'attribution	762
La rémunération et la notion de convention	764
Le contrôle judiciaire des rémunérations	766

La rémunération dans le cadre d'un contrat de travail

Le salaire initial	
Le contrat de travail est antérieur aux fonctions sociales	768
Le contrat de travail est conclu pendant l'exercice des fonctions sociales	770
La modification du salaire	771

Les rémunérations indirectes ou accessoires

L'interdiction des rémunérations complémentaires	773
Les avantages en nature	776
Les remboursements de frais	
La société anonyme	778
La société par actions simplifiée et la société à responsabilité limitée ..	779

Les rémunérations postérieures à l'exercice des fonctions sociales

L'indemnité de départ dans la SA	
L'indemnité de départ dans le cadre du mandat social	784
L'indemnité de licenciement dans le cadre du contrat de travail	787
La pension de retraite dans la SA	
La pension dans le cadre du mandat social	792
La pension dans le cadre du contrat de travail	795
Les rémunérations post-mandat dans la SAS	796
L'indemnité due en cas de clause de non-concurrence	797

La rémunération compensant un prix de cession de titres

Le problème pratique	798
Les risques	799

L'acquisition privilégiée d'actions**Les stock-options**

Le champ d'application	807
La procédure	810
L'information	812

Les bons de créateur d'entreprise	813
--	-----

L'attribution gratuite d'actions

Le champ d'application	816
La procédure	817
L'information	820

6. La cessation des fonctions**La cessation des fonctions du fait du dirigeant****La cessation d'office des fonctions**

L'atteinte à la capacité d'exercice	833
Les événements qui affectent la personne du dirigeant	834

La cessation des fonctions par la volonté du dirigeant

La démission volontaire	836
La démission forcée	841

La cessation des fonctions du fait de la société

La suppression de la fonction	843
--	-----

La révocation par les organes sociaux

La révocation discrétionnaire	846
La révocation pour juste motif	859
La révocation des dirigeants de SAS	875

La révocation judiciaire

L'intervention du juge prévue par la loi	880
L'intervention du juge en l'absence de dispositions légales	881

Les conséquences accessoires de la cessation des fonctions en matière de non-concurrence

La clause de non-concurrence	884
La concurrence déloyale	887

La remise en cause de certains contrats	888
--	-----

Statut fiscal

1. La rémunération du dirigeant

Les rémunérations assimilées à un salaire

Les dirigeants assimilés à des salariés	1003
La date d'appréhension du salaire	
Le paiement par chèque	1007
Le paiement par virement	1008
L'inscription en compte courant	1009
La comptabilisation en charges à payer	1013
La forme de la rémunération	1014
Les avantages en nature	
L'inscription en comptabilité sous une forme explicite	1018
Le relevé des frais généraux	1019
Les remboursements, indemnités et allocations pour frais	
Les remboursements de frais réels	1022
Les allocations forfaitaires pour frais	1023
Les indemnités de cessation des fonctions	1025
Les charges déductibles	
Les cotisations sociales	1027
Les intérêts d'emprunt	1028
Les frais professionnels	1030
La déduction pour paiement du passif social	1032

Les rémunérations assimilées à un revenu distribué

Les rémunérations exagérées	
Les éléments d'appréciation	1045
La procédure d'imposition	1048
Les rémunérations occultes	1049

Les sommes attribuées aux administrateurs et aux membres du conseil de surveillance

Les jetons de présence	1050
Les allocations spéciales versées aux membres des comités d'études	1054
Les rémunérations exceptionnelles attribuées pour certains mandats et missions particulières	1055
La rémunération spécifique versée au président et au vice-président du conseil de surveillance	1056

La rémunération des associés gérants de SARL ayant renoncé à l'impôt sur les sociétés

Le rappel des principes	1057
Application à l'associé gérant d'une société à responsabilité limitée	
Le sort fiscal de la rémunération	1059
La déduction des frais professionnels	1060

La rémunération des associés dirigeants de SA, SAS et SARL ayant temporairement renoncé à l'IS

Rappel du régime	1061
Conséquences pour les dirigeants	1062

Rémunérations résultant d'opérations patrimoniales entre le dirigeant et la société

Les redevances de brevet versées par la société au dirigeant ...	1063
Les prêts consentis à la société : les comptes courants	
Les intérêts des prêts	1064
Les cessions de comptes courants	1072
Les commissions de caution	1073
Renonciation à revenu et abandon de créances	1074

2. Avantages résultant d'une participation au capital de l'entreprise

Attribution gratuite d'actions aux salariés

Un dispositif de développement de l'actionnariat	1101
Procédure d'attribution	1102
Dispositif pouvant être mis en œuvre par des sociétés étrangères	1104
Traitement fiscal du salarié bénéficiaire	
« Gain » d'acquisition	1105
Plus-value de cession des actions gratuites	1106
Cotisations sociales	1107

Stock-options

Règles générales	1108
Modalités d'attribution	1109

Régime du rabais	
Au regard de l'impôt sur le revenu	1110
Au regard des prélèvements sociaux additionnels	1111
Au regard des cotisations sociales	1112
Régime de l'avantage (plus-value d'acquisition)	
Délai d'indisponibilité	1113
Cession des actions après l'expiration du délai d'indisponibilité	1118
Imposition de la plus-value de cession	
Plus-value imposable	1123
Modalités d'imputation des pertes	1124
Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE)	
Qui peut émettre des bons ?	1126
Imposition du bénéficiaire lors de la cession des titres	
Plus-value	1127
Obligations déclaratives	1128
3. L'impôt de solidarité sur la fortune	
Les principes généraux	
Les redevables	1199
L'assiette de l'impôt	1200
Le calcul de l'impôt	1202
Incidences du bouclier fiscal	
Demande de restitution ou autoliquidation	1204
Quel choix effectuer ?	1205
Les biens professionnels exonérés	
Entreprises individuelles et parts de sociétés de personnes	1206
Parts ou actions de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés	
Conditions générales d'exonération	1209
Montant de l'exonération	1216
Sociétés holding	
Société holding animatrice de groupe	1219
Société holding passive « interposée »	1221
Cas particuliers	
Sociétés civiles immobilières	1222
Rachat d'entreprise par les salariés	1223
Comptes courants d'associés	1224
Le dirigeant retraité	
Sa situation	1225
Les solutions possibles	1226

Les titres compris dans un pacte fiscal

Présentation générale	1233
Conditions liées à l'activité de la société	1234
Conditions liées à la signature d'un pacte d'actionnaires	1235
Condition liée à la présence d'un dirigeant parmi les signataires	1236
Non-respect de l'engagement	1237

Exonération partielle des titres détenus par les salariés et dirigeants en activité ou retraités

Personnes concernées	
Salariés ou mandataires sociaux	1239
Anciens salariés ou mandataires sociaux retraités.....	1240
Conditions d'exonération	
Activité principale exercée dans la société	1241
Conservation des titres pendant six ans	1242
Titres concernés	
Titres détenus directement dans une ou plusieurs sociétés	1243
Titres détenus par l'intermédiaire d'une société interposée	1244
Cas particuliers	1245

4. Plus-values réalisées par les dirigeants prenant leur retraite**Conditions d'application de l'abattement**

Régime général	
Titres cédés	1252
Sociétés émettrices	1253
Conditions supplémentaires pour les dirigeants de PME partant à la retraite avant 2016	
La société dont les titres sont cédés est une PME	1255
Fonctions de direction	1256
Détention des titres	1257
Délai pour cesser toutes fonctions et partir en retraite	1258
Absence de participation dans l'entreprise cessionnaire	1259
Quotité des droits ou titres cédés	1260

Modalités d'application de l'abattement

Calcul de la durée de détention des titres cédés	1261
Abattement appliqué sur la plus-value	1262
Moins-value	1263

Statut social

1. La situation sociale des dirigeants relevant du régime général

Règles d'affiliation au régime général

Mandataires sociaux	
Dans les SA et SAS	1500
Dans les SARL	1507
Les conséquences attachées à la qualité d'ancien dirigeant	1514
Mandataires cumulant un contrat de travail	1516

Droit social des mandataires sociaux sans contrat de travail

Cotisations au régime général	1517
Épargne salariale	1523
Rupture du mandat social	
Indemnités < 30 plafonds de la sécurité sociale	1527
Indemnités > 30 fois le plafond de la sécurité sociale	1529

Droit social des mandataires cumulant un contrat de travail

Rémunération	
Se référer au contrat de travail	1530
Respecter le SMIC	1531
Application du « droit du travail »	1534
Les clauses particulières du contrat de travail	
Clause d'exclusivité	1536
Clause de confidentialité	1537
Clause de non-concurrence	1538
Indemnité à la rupture du contrat de travail	1539
Les cotisations sociales	
Base de calcul	1540
Taux, versement	1543
Les avantages en nature, frais professionnels	
Avantages en nature	1548
Frais professionnels	1550
Les exonérations de cotisations sociales	
Cotisations de retraite et de prévoyance	1552
Contribution spécifique des régimes de retraite à prestations définies ...	1553
Réduction de cotisations « Fillon »	1558

Épargne salariale

La participation aux résultats	1560
Le régime de l'intéressement	1562
Les plans d'épargne d'entreprise	1564
Le plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO)	1566
Indemnités de rupture du contrat de travail	1567

La protection sociale des dirigeants relevant du régime général**La prévoyance de la sécurité sociale**

Présentation générale	1569
Les prestations pour maladie	1570
Les prestations pour maternité	1571
Les prestations pour invalidité	1572
Les prestations d'assurance décès	1573

Les prestations pour accident du travail et maladie professionnelle

1574

La retraite du dirigeant

La retraite de la sécurité sociale	1575
La retraite complémentaire obligatoire	1580
Les régimes surcomplémentaires	1588

Travailler après la retraite 1589**L'assurance chômage**

Mandataire sans contrat de travail	1590
Mandataire cumulant un contrat de travail	1594

2. La situation sociale des dirigeants non salariés**Les dirigeants concernés****Le gérant majoritaire de SARL**

La qualification de gérant majoritaire	1785
Indifférence de la qualité d'associé pour les gérants	1793
Associés non gérants sans activité dans la SARL	1794

Le gérant d'EURL et l'associé unique

Associé unique d'EURL gérant ou non gérant	1796
Gérant non associé d'EURL	1798

La SARL de famille 1800**Les cotisations**

Interlocuteur social unique	1801
L'assiette des cotisations	1802

Le calcul des cotisations	
Calcul en deux temps	1803
Les cotisations de début d'activité	1804
La variation des revenus	1805
Assurés au régime de la microentreprise	1806
Taux des cotisations	
Assurance maladie	1807
Allocations familiales, CSG, CRDS, formation	1808
Assurance vieillesse	1809
Invalidité, décès	1810
Le paiement des cotisations	1811
Les exonérations de cotisations	
Création, reprise d'entreprise	1812
Zone de redynamisation urbaine ou zone franche urbaine	1813
La prévoyance	
Assurance maladie	1814
La maternité	1815
L'invalidité décès	1817
Assurance vieillesse	
Retraite de base	1819
Retraite complémentaire	1820
Protection facultative contre le chômage	1821
Le statut du biactif : salarié et non-salarié	
Le dirigeant perçoit des revenus pour chaque activité	1823
Le dirigeant ne perçoit pas de revenus pour son activité non salariée accessoire	
Assurance maladie et allocations familiales	1825
Régimes de retraite	1826

Responsabilité civile - Responsabilité pénale

1. Les principes généraux

Les différents aspects de la responsabilité

Notions générales sur la responsabilité civile

Les composantes de la responsabilité civile	2004
Le double objet de la responsabilité civile	2009

Notions générales sur la responsabilité pénale

Les différents textes instituant une incrimination	2012
Les éléments constitutifs de l'infraction	2014
Le dirigeant social auteur de l'infraction	2021
La personne morale auteur de l'infraction	2036

Les moyens de protection du dirigeant

La responsabilité pénale et la délégation de pouvoirs	
Le domaine	2046
Les différents types de délégation	2048
Les formes de l'acte de délégation	2049
Les conditions de la délégation	2050
Les effets de la délégation	2054
La responsabilité civile et l'assurance	
La souscription du contrat	2058
Les risques assurés	2059
Le fonctionnement de la garantie	2061

L'exercice de l'action en responsabilité

L'action civile devant les juridictions civiles	
L'action exercée par la société ou un associé	2064
L'action exercée par un tiers	2065
L'action publique devant la juridiction pénale	2066
L'action civile devant la juridiction pénale	
La nécessité d'un préjudice direct et personnel	2068
La mise en œuvre de l'action civile	2070
Le succès de l'action civile	2071

2. La responsabilité pécuniaire

La responsabilité civile

La responsabilité civile à l'égard de la société et des associés	
La faute du dirigeant	2103
Le préjudice et le lien de causalité.....	2117
Les dirigeants	2118
Les différents types d'actions en responsabilité	2130
Le régime des actions en responsabilité	2142
La responsabilité civile à l'égard des tiers	
La faute séparable	2148
Le non-cumul des responsabilités	2150

La responsabilité en matière fiscale

Les causes de la responsabilité du dirigeant	2152
Le dirigeant ne doit pas être tenu au paiement des dettes sociales en application d'une autre disposition	2155
La procédure applicable	2156
La mise en œuvre de la responsabilité solidaire	2157

3. La responsabilité pénale

Les infractions de droit commun

L'escroquerie	
Le délit	2201
La répression	2202
Le faux	
Le délit	2203
La répression	2205

Les infractions du droit de l'entreprise

La facturation irrégulière	
Le délit	2206
La répression	2207
La publicité mensongère	
Le délit	2208
La répression	2209

Les infractions du droit des sociétés

L'abus de biens sociaux	
Le délit	2213
La répression	2221
Les comptes sociaux infidèles	
Le délit	2227
La répression	2231

4. La responsabilité en cas de cessation des paiements de la société

La responsabilité pour insuffisance d'actif

Les composantes de la responsabilité	
L'insuffisance d'actif	2308
La faute de gestion	2310
Le lien de causalité	2311
Les effets de la condamnation	
L'étendue de la condamnation	2313
L'affectation du produit de la condamnation	2314
Le non-paiement des sommes dues	2316
Les conditions de l'action en responsabilité	
La notion de dirigeant	2318
La procédure	2330

Les sanctions professionnelles et civiles**Les conditions d'application**

Le prolongement de la responsabilité pécuniaire	2337
Les agissements spécifiques	2338

Les différentes sanctions

La faillite personnelle	2344
Les interdictions spéciales	2346
Les restrictions aux prérogatives d'associés	2347

Les modalités d'application

La durée d'application	2351
La violation des déchéances et interdictions	2353

La responsabilité pénale**La banqueroute**

Les faits constitutifs de la banqueroute	2356
Les peines applicables	2361

Les autres infractions	2365
-------------------------------------	------

Les règles de procédure	2366
--------------------------------------	------